

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

SAINT-ETIENNE, le 10/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELMONICO DOREL

4 RD132
La Ravicole
26140 Andancette

Références : UID4243 MEA 023 0208
Code AIOT : 0006101279

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement DELMONICO DOREL implanté LES GOTTES 42220 Saint-Julien-Molin-Molette. L'inspection a été annoncée le 26/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle. Elle avait pour but principale de vérifier les conditions de mises en oeuvre des mesures de bruit dans l'environnement (modalités techniques, représentativité de l'activité) et le respect des dispositions strictes imposées concernant le transport sur route.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELMONICO DOREL
- LES GOTTES 42220 Saint-Julien-Molin-Molette
- Code AIOT : 0006101279

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a obtenu l'autorisation de poursuivre l'exploitation par arrêté préfectoral du 2 janvier 2020, pour une durée de 30 ans. Sur jugement du Tribunal administratif de Lyon du 28/02/2022, cette autorisation a été annulée.

Une autorisation provisoire a été délivrée le 21/03/2022, prenant en compte les motifs d'annulation du Tribunal administratif à savoir :

- réduction du périmètre exploitable à la partie déjà en chantier permettant d'éviter les espèces protégées relevées par le Tribunal,
- réduction forte du tonnage et du nombre de passages de camions dans les villages de Saint-Julien-Molin-Molette et Colombier.

La procédure lancée suite au dépôt d'un nouveau dossier (dépôt du 28/10/2022) poursuit son cours.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- bruit
- suivi du tonnage et de la circulation des camions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article Annexe	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 6.2.3	/	Sans objet
2	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article Annexe §2.2	/	Sans objet
4	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article Annexe §2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article Annexe §2.4	/	Sans objet
6	Transport	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 8.1.4.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de la visite d'inspection était de participer à la campagne de mesure de l'émergence sonore de la carrière. L'inspection a pu constater que le site était bien dans une configuration normale d'exploitation lors de cette campagne et que les mesures ont été prises aux endroits réglementaires et dans les zones qui ont fait l'objet de plaintes. A ce titre, et sans préjuger des résultats de la campagne, aucun niveau sonore notable n'a été constaté dans aucune des zones à émergence réglementaire qui ont fait l'objet de visite. Enfin l'inspection a pu constater la présence des améliorations mises en oeuvre par l'exploitant sur le site (bardages , merlon).

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une surveillance des émissions sonores est effectuée avant la fin d'année 2022.</p> <p>Ces mesures portent sur 3 points en zone à émergence réglementée (ZER) et 1 point en limite de propriété. La ZER correspondant à la ferme de Bel Air est systématiquement mesurée. Le choix des deux autres points peut être modifié selon la volonté des membres de la CSS.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Surveillance :</p> <p>Les mesures sont réalisées par le bureau d'études ORFEA Acoustique, organisme qualifié (mise en œuvre de la norme NF S 031-10, application de l'arrêté ministériel du 23/01/1997).</p> <p>Les mesures sont réalisées sur un point en limite de propriété et 6 points en ZER, dont un au lieu-dit "Bel Air".</p> <p>Représentativité des mesures :</p> <p>Il a été constaté que le jour de l'inspection l'activité de la carrière était représentative de son fonctionnement habituel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en activité le matin : 1 chargeur client, 1 chargeur alimentation primaire et concasseur mobile, 1 chargeur alimentation secondaire, 1 atelier "pierre à bâtir" (1 tromel, 1 pelle et 1 chargeur), 1 camion, 1 citerne à eau et toute l'installation fixe (concasseur et crible du secondaire / broyeurs et crible du tertiaire), - l'après-midi (cf. constat n°2) : 1 pelle sur le front de taille (activité verse), ce qui enlève de l'activité du matin, l'activité "pierre à bâtir" (1 seule pelle). <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater la mise en œuvre effective sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la finalisation du bardage de l'installation tertiaire (photo 1), - du bardage du concasseur secondaire (photo 2), - du réhaussement du merlon de 10 mètres (photo 3). <p>En sus, l'exploitant précise avoir déplacé une sirène à l'intérieur des bâtiments.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article Annexe §2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de mesurages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrôle des niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement, fixés par l'arrêté d'autorisation, est effectué aux emplacements désignés par cet arrêté. A défaut, les emplacements de mesures sont déterminés en fonction des positions respectives de l'installation et des zones à émergence réglementée, de manière à avoir une représentativité satisfaisante de l'effet potentiel des émissions sonores de l'installation sur les zones habitées.</p> <p>Note : l'arrêté d'autorisation peut moduler les niveaux admissibles selon différentes parties du pourtour de l'installation, en fonction de l'implantation des zones à émergence réglementée par rapport à l'établissement ; les contrôles doivent en principe porter sur chacun d'eux.</p> <p>Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements jugés les plus représentatifs des zones à émergence réglementée. Dans le cas du traitement d'une plainte, on privilégiera les emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection a suivi la mise en place des appareils de mesure de bruit par la société Orféa Acoustique. Cela représente un point de mesure en limite de propriété et 6 points en ZER dont certains resteront en place la journée entière (pour une durée réglementaire minimale de ½ heure). Les mesures se font la carrière en activité, une seconde mesure sera effectuée carrière à l'arrêt (vers 17h00).</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1er sonomètre installé en limite de propriété à 9h50 (photo 4) ; - 2ème sonomètre installé au lieu-dit « Fougères » - ZER 1- (photo 5) à 10h10 qui sera laissé la journée ; - 3ème sonomètre installé au lieu-dit « Taillis vert » - ZER 6- (photo 6) à 10h40 qui sera laissé la journée. L'implantation de ce sonomètre dans une zone qui fait l'objet de plusieurs plaintes de bruit a été un peu modifiée par rapport à l'emplacement de la précédente campagne. En effet la propriétaire du balcon sur lequel le sonomètre était originellement installé était absente (l'inspection l'avait informée par mel préalablement de cette campagne et de la présence de l'inspection par courriel du 6 juin 2023). L'implantation du sonomètre a été décidé après accord avec une riveraine, propriétaire au lieu-dit « Taillis vert » (puisque la propriété est privée). Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté de bruit notable dans le lieu-dit. Après discussion avec cette même riveraine, il a été décidé de modifier le positionnement de certaines activités de la carrière (positionnement de la pelle sur le front de taille au Sud sur la verse) en début d'après-midi pour vérifier l'impact de cette configuration qui selon elle serait plus défavorable en terme de bruit. - 4ème sonomètre installé au-dit « Bel Air » - ZER 7- (photo 7) vers 10h55 ; - 5ème sonomètre installé au lieu-dit « Malencogne » - ZER 2- (photo 8) vers 11h15. <p>Les 2 autres implantations (lieu-dit « Coron » et Camping) n'ont pas été contrôlées faute de temps. Chaque installation est précédé du calibrage du sonomètre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article Annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode de mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNOR NF S 31-010 " Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement. - Méthodes particulières de mesurage " (décembre 1996), complétées par les dispositions ci-après. Cette norme fixe deux méthodes de mesure se différenciant par les moyens à mettre en oeuvre et par la précision des résultats. La méthode de mesure à utiliser est la méthode dite " d'expertise " définie au point 6 de la norme. Cependant, un simple contrôle du respect des prescriptions peut être effectué selon la méthode dite de " contrôle " définie au point 5 de la norme. Dans ce cas, une conclusion quant à la conformité des émissions sonores de l'établissement ne pourra être tirée que si le résultat de la mesure diffère de la valeur limite considérée (émergence ou niveau admissible) de plus de 2 dB(A).
Constats : L'exploitant transmettra, sous un délai de 15, le retour d'Orféa confirmant la méthode utilisée lors de cette campagne de mesures. Cette information sera ajoutée dans le rapport final.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article Annexe §2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Appareil de mesurage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures de simple contrôle de conformité peuvent être effectuées avec un appareillage de mesure de classe 2, répondant aux spécifications du point 6.1.1 de la norme et permettant d'utiliser la technique des niveaux équivalents courts. Cet appareillage doit en outre être conforme aux dispositions légales en matière de métrologie légale applicables aux sonomètres. L'appareil doit porter la marque de vérification périodique attestant sa conformité. Si les mesures sont utilisées en vue de la constatation d'une infraction, le sonomètre utilisé doit être de classe 1. Avant chaque série de mesurage, le sonomètre doit être calibré.
Constats : Les appareils sont de classe 1. ORFEA indique que les appareils sont vérifiés tous les 2 ans par un organisme qualifié (tous les sonomètres utilisés portent l'étiquetage attestant la conformité) et qu'ils font l'objet également d'une auto-vérification tous les 6 mois. Ces modalités correspondent aux dispositions de la norme NF S 31-010. L'exploitant transmettra, sous 15 jours, les fiches d'homologation du calibre et de l'ensemble des sonomètres utilisés lors de la campagne de mesures, ainsi que les documents justifiant les auto-vérifications.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article Annexe §2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions météorologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il convient d'estimer chacune des caractéristiques "U" pour le vent et "T" pour la température suivant les conditions décrites dans la norme NF S 31-010. Ces estimations doivent être relevées heure par heure, pendant toute la durée de l'intervalle de mesurage et figurer sur le rapport de mesurage.
Constats : Orféa précise utiliser l'historique Météo France. Les mesures doivent s'effectuer par beau temps avec un vent faible. Dans un délai de 15 jours, l'exploitant transmettra les estimations « U » et « T » réalisés par Orféa, accompagnées des données de Météo France.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 8.1.4.8
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de transport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les quantités enlevées journallement par la RD 8 n'excéderont pas 800 tonnes.</p> <p>La quantité transportée via le bourg de Saint-Julien-Molin-Molette n'excédera pas 600 tonnes par jour et 75000T en un an.</p> <p>La quantité transportée via le bourg de Colombier n'excédera pas 200 tonnes par jour et 25 000T en un an.</p> <p>Le nombre de passages de camions dans le bourg de Saint-Julien-Molin-Molette est limité à 50 par jours et à 20 par jour par Colombier.</p> <p>Un comptage journalier du nombre de camions sortant de la carrière est réalisé ainsi que le nombre de passages par Saint-Julien-Molin-Molette ou Colombier.</p> <p>Le site est équipé d'au moins un système de pesée muni d'un dispositif enregistreur. Après chaque chargement, et avant la sortie de la carrière, les camions sont systématiquement pesés. Des consignes strictes seront données aux conducteurs des véhicules relatives aux conditions de chargement et au respect des limitations de vitesse notamment dans la traversée des agglomérations.</p> <p>Tous les camions poids-lourds semi-remorques seront obligatoirement bâchés. Pour les autres véhicules (autres camions, tracteurs agricoles, remorques), les matériaux seront systématiquement arrosés et humidifiés.</p> <p>L'exploitant mènera une politique incitative auprès de ses clients pour l'équipement systématique de bâche sur les bennes et l'utilisation de camions à énergie propre.</p> <p>Le nettoyage des roues est obligatoire avant la sortie sur la voie publique.</p> <p>Un état régulier de la voirie, et au moins semestriel, sera effectué en invitant des représentants de la DDT et des collectivités à l'initiative de ces derniers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comptage des camions : vu le fichier excel de gestion journalière qui sert par la suite au point hebdomadaire transmis par l'exploitant à l'inspection (recoupage par les bons de pesée).</p> <p>Le contrôle par sondage de la journée du 26 juin 2023 a donné les résultats suivants :</p> <p>Nombre de passages : 31 (472 t) par SJMM et 19 (148t) par Colombier.</p> <p>Le jour de l'inspection, il était prévu :</p> <p>Nombre de passages : 43 (580 t) par SJMM et 19 (194t) par Colombier.</p> <p>Il est à noter que les camions traversant SJMM ou Colombier (y compris les camions siglés « Delmonico Dorel) ne vont ou ne proviennent pas tous de la carrière.</p> <p>L'inspection a vérifié que le camion vu en sortie de la carrière vers 10h30 était bien dans le suivi et partait dans la bonne direction. Les camions qui ont été vus lors de l'inspection étaient bien, préalablement à leur sortie, nettoyés et bâchés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet